Tour d'horizon

Autor(en): **Chouet, Jean-Jacques**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **136 (1991)**

Heft 1

PDF erstellt am: **10.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-345056

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

WERSCHLOSSEN EMDDOK
389 1/1133

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Entre le moment où ces lignes sont écrites (début janvier) et celui où elles tomberont sous les yeux du lecteur, il y aura eu un certain 15 janvier 1991 dont on ignore évidemment si les historiens en retiendront la date. La résolution onusienne «autorisant» dès ce terme le recours à la force contre l'Irak cramponné au Koweït conquis au début d'août n'a en elle-même aucune valeur de décision ou d'action. L'important, c'est la volonté qu'auront eue – ou n'auront pas – les Etats coalisés contre Bagdad de crever cet écran de papier et, si oui, dans quel délai et avec quels objectifs.

Car, à la fin de 1990, les pressions diplomatique, économique et militaire n'avaient pas brisé la détermination de Saddam Hussein, encore que celui-ci, en relâchant ses otages occidentaux, ait avoué un indéniable échec psychologique. Où en était-on donc à cette époque?

D'abord en pleine manœuvre d'intoxication réciproque, chacun des camps s'ingéniant à convaincre l'autre, et surtout les tiers, que l'ouverture des hostilités serait pour l'adversaire le commencement de la fin. Dans cette entreprise, le dictateur irakien a eu d'abord l'avantage, grâce à une exploitation habile des médias occidentaux, jusqu'au moment où les excès de la manipulation ont fini par éclairer jusqu'aux plus jobards. De toute cette agitation, on retiendra ici, parce qu'il illustre la stratégie indirecte de Saddam Hussein, ce seul élément: en août dernier, Bagdad escomptait manifestement la levée des masses arabes en faveur du nouveau Saladin. Or, ces masses sont restées passives, sinon indifférentes. En décembre, l'Irak a donc abattu un autre atout en annonçant que, en tout état de cause, Israël serait la première cible de ses armes. Le but était apparemment triple: réveiller le zèle de la foule arabe, et notamment des Palestiniens, les seuls à s'être quelque peu compromis en faveur de Saddam Hussein; détourner du Koweït vers l'ennemi classique l'ire des gouvernements arabes dressés contre Bagdad; mettre Washington en porte-à-faux entre ses alliés anti-irakiens et ses fidèles amis israéliens. Calcul astucieux, mais pari risqué. Car Israël, dès le début de l'affaire du Koweit, s'était bien gardé de se mêler du conflit inter-arabe, se contentant d'indiquer qu'il n'accepterait pas l'entrée de troupes irakiennes en Jordanie. S'il est le premier atteint par les missiles ou les bombes de Saddam Hussein, il réagira de toute sa force militaire. Les Palestiniens pâtiront évidemment de ce durcissement, et l'Irak aura sur les bras l'adversaire le mieux renseigné, le plus expérimenté et le plus déterminé qu'il puisse rencontrer dans la région.

Dans ce contexte, la mise en place des moyens de combat s'est poursuivie de part et d'autre tout au long des cinq derniers mois de l'année nonante. On n'entrera pas ici dans des décomptes numériques qui évoluent de semaine en semaine, sinon pour noter l'importance des effectifs estimés à un demi-million d'hommes susceptibles d'être engagés au combat dans chaque camp. Mais il y a dans la préparation des adversaires potentiels des éléments caractéristiques qu'il peut être intéressant de signaler.

Des contraintes imposées à l'Irak

Les Irakiens semblent avoir mis au premier rang de leurs besoins la défense du terrain conquis. Le Koweït est fortement occupé, et fortifié dans toute la mesure où le terrain s'y prête. En deuxième échelon, les formations d'élite, et en premier lieu la célèbre Garde républicaine qui fut de tous les coups durs dans la guerre contre l'Iran et qui, supérieurement entraînée, dispose de tous les moyens blindés, mécanisés, aéromobiles et d'appuis de feu nécessaires aux actions offensives majeures, sont parées pour le combat mobile, voire l'exploitation des succès éventuels des armes à

longue portée. En revanche, les forces irakiennes doivent tenir compte de servitudes stratégiques qui influenceraient probablement une bataille de longue durée: protection – capitale – du centre de décision politico-militaire; contrôle et neutralisation de la région kurde, comme au temps de la guerre iranienne; couverture de la frontière turque, voire de la frontière syrienne, car si, de ce côté, le danger n'est pas grand, il pourrait ressurgir si l'Irak se trouvait contraint de se concentrer en défensive. Ce sont là des entraves évidentes à la liberté de manœuvre d'une partie au moins de l'armée de Saddam Hussein.

Dans l'autre camp, le rassemblement des moyens a été d'une lenteur impressionnante mais explicable. Pour les Américains, et dans une moindre mesure pour les Britanniques et les Français, les «marches d'approche» étaient immenses; les forces navales, aériennes et terrestres devaient être regroupées, voire reconstituées; d'importants prélèvements – qui doivent rendre les Européens songeurs – devaient être opérés sur les forces affectées à la sécurité de notre continent; nombre d'engins – blindés et hélicoptères notamment – n'étaient pas initialement adaptés au mouvement et au combat dans le vent de sable; la logistique devait compter avec la longueur des lignes de ravitaillement, le volume des besoins, la rareté et la fragilité des voies de communication régionales; et si l'observation par satellites permettait d'emblée de déceler les mouvements irakiens, le service de renseignements proprement dit, celui qui a mission de découvrir la qualité, la disponibilité et les possibilités de l'ennemi, devait être créé quasiment à partir de zéro. Enfin, sans compter les problèmes de coordination des commandements alliés dont on ne saura qu'à l'usage s'ils ont été dominés, l'instruction des troupes occidentales à un combat dont les conditions ne sont ni celles de l'Europe centrale ni celles de l'Asie maritime posait des problèmes spécifiques. A quoi s'est ajoutée la question du maintien du moral, c'est-à-dire de la volonté de combattre. Comme l'écrivait il y a longtemps l'académicien français Jean Dutourd, éclairé par son expérience de deuxième classe de 1939-40, la plus dure épreuve pour une armée en campagne, c'est l'inaction...

Liberté aux Syriens

Au Liban, l'héroïque aventure du général chrétien Aoun, qui ambitionnait de bouter l'occupant syrien hors de son pays, a pris fin le 13 octobre. Son réduit de Baadda investi par l'armée syrienne d'occupation, appelée à l'aide par le président Haroui, a capitulé sous les coups de l'aviation et de l'artillerie ennemie. Damas avait eu la partie belle: il était sollicité par un président nominal qui ne pouvait rien lui refuser; son entrée dans le camp des adversaires de Saddam Hussein lui assurait l'immobilité de Washington; enfin et surtout, les Israéliens, pour la première fois, laissaient le champ libre à l'aviation syrienne. Résultat: l'armée libanaise a pu se déployer dans Beyrouth réunifié; les milices ont évacué la capitale pour se rétablir à l'extérieur; la domination de l'occupant syrien sur le pays des Cèdres s'est encore consolidé, à la seule exception de la zone de sécurité tenue aux confins d'Israël par l'armée du Liban-Sud, laquelle demande à Tshal un appui accru qui sera sans doute donné, mais avec la discrétion que conseille l'imbroglio du Moyen-Orient.

Retenant moins l'attention, l'Afrique a cependant trimballé ce dernier automne sa charge maléfique de guerres internes: au moins six. Lorsque, vers le 10 novembre, le combat se réveilla à la frontière du Tchad et du Darfour soudanais, on put d'abord penser à une nouvelle manifestation du reliquat de la Légion islamique du colonel Kadhafi. En fait, il s'agissait d'une rebellion militaire tchadienne conduite par Idriss Deby, ancien chef d'état-major d'Hissène Habré, tombé en disgrâce et revenu sur le terrain – via la Libye et le Soudan – à la tête d'un mouvement patriotique du salut fort bien armé, et qui semble n'avoir pas eu beaucoup de peine à retourner en sa faveur ses anciens subordonnés. Quoi qu'il en soit, il ne fallut que trois semaines aux rebelles pour entrer à N'Djamena et en chasser le président Hissène Habré, sans avoir cherché noise aux forces françaises spectatrices de ce règlement de comptes.

Alors qu'au Rwanda l'invasion des rebelles sortant de l'Ouganda tournait court,

le Gouvernement de Kigali ayant reçu l'appui de troupes zaïroises, alors qu'en Angola de vifs retours de flammes obligent au scepticisme quant au succès des pourparlers que le Gouvernement de Luanda et l'UNITA mènent sous le patronage du Portugal, le Liberia ravagé, massacré, ruiné, vidé du quart de sa population par la plus sauvage des guerres civiles et tribales, semble retrouver un semblant d'ordre sous les coups portés par la «force d'interposition» de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest aux deux fractions antagonistes de l'insurrection. A la mi-décembre, cette force contrôlait Monrovia, tenait à bout de bras un président intérimaire et veillait sur un cessez-le-feu approximatif.

De nombreux conflits

En Ethiopie, Mengistu, délaissé par ses anciens protecteurs soviétiques et donc moins soucieux de se couvrir d'oripeaux marxistes, semble avoir repris du poil de la bête en Erythrée dont il a pu dégager la capitale Asmara. Ce qui ne veut pas encore dire qu'il soit maître de la situation militaire, ni près d'amener les rebelles érythréens à renoncer à leur rêve d'un Etat indépendant. Quant à la Somalie, les choses y vont plutôt mal en fin d'année pour le Gouvernement de Mogadiscio. Depuis longtemps implantés fortement au sud du golfe d'Aden, les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée exercent maintenant leur pression aux portes de la capitale.

De l'indifférence où elles tombent et de la négociation confuse où elles s'engluent, les deux guerres d'Asie ressurgissent sporadiquement dans leur cruelle réalité. En Afghanistan, la Résistance se divise sur la stratégie, le Parti islamique de Gulboudine Hekmatyar préconisant l'offensive sur les villes et notamment sur la capitale, les autres chefs, Massoud à leur tête, optant pour une guérilla ménageant les populations urbaines. Ce qui a donné, en octobre, une offensive sur Kaboul qui est restée aux mains des gouvernementaux et, d'autre part, sans discontinuer, des actions plus efficaces contre les communications, les convois et les dépôts. Au Cambodge enfin, les choses n'ont pas beaucoup changé. Le chef de la résistance nationaliste, Son Sann, affirme qu'il y a encore quelques dizaines de milliers de soldats vietnamiens dans son pays, et les Khmers rouges, toujours ravitaillés en armes chinoises, déploient sur tous les axes menant à Phnom Penh, dans la province de Battembang et au voisinage des temples d'Angkor une activité qui ne se relâche pas.

Un équilibre pas encore atteint

En Europe, la réunification de l'Allemagne a eu pour conséquence immédiate le sabordage de l'Armée nationale populaire de la défunte RDA. Déjà réduits de moitié après la chute du régime communiste, les effectifs est-allemands abaissés à 50 000 hommes prennent rang dans la Bundeswehr, qui stationnera désormais dans l'ancienne zone orientale un seul corps d'armée non intégré dans l'OTAN et qui, aux termes du traité de Moscou du 12 septembre, devrait être considéré comme formation de défense territoriale au moins jusqu'au retrait complet des forces soviétiques. Un retrait qui, à fin décembre, n'était pas encore planifié. Compte tenu des ponctions opérées par les Britanniques et les Américains sur leurs forces européennes en faveur du Bouclier du Désert, des demandes de la Turquie pour obtenir que l'OTAN dont elle est membre lui détache tout ou partie de sa force multinationale d'intervention, et des réductions d'effectifs unilatéralement décidées par divers pays occidentaux, on est donc en droit de s'interroger sur la qualité de l'équilibre stratégique en Europe, du moins pour les quatre années à venir.

Car les signataires – membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie – du traité du 19 novembre sur les armes classiques se sont donné 40 mois pour en honorer les termes. Dans ce délai, la parité des moyens matériels devrait, par une réduction asymétrique favorable aux Occidentaux, s'établir aux totaux égaux de 20 000 chars, de 30 000 véhicules blindés, de 20 000 pièces d'artillerie, de 6 800 avions de combat et de 2 000 hélicoptères d'attaque. Un arsenal encore impressionnant et susceptible d'engagements divers. Comme on sait, le champ d'application du traité s'étend de l'Atlan-

tique à l'Oural, ce qui laisse à l'URSS toute latitude de retirer ses armements au-delà, au lieu de les détruire. Les Soviétiques ne contestent d'ailleurs pas avoir déjà procédé à des transferts... Les Occidentaux s'en inquiètent pourtant moins que des convulsions du régime Gorbatchev. Pour ce qui nous intéresse ici, on notera la concentration des pouvoirs autour du président de l'URSS, la montée en puissance d'apparatchiks sûrs, de généraux éminents et du KGB, et le refus, avec menace d'emploi de la force, de toute concession à la volonté d'indépendance des répupliques périphériques, bientôt placées devant le choix dramatique entre la soumission et la résistance. Des signes qui, ajoutés à d'autres, d'ordre économique et politique, portent les partenaires occidentaux de l'URSS à se demander s'ils n'ont pas nourri quelques illusions. On ne saurait mettre un point final à cette chronique sans évoquer les fractures qui menacent la Yougoslavie dans son existence même. La Croatie s'est déclarée souveraine; les Slovènes ont opté en masse pour l'indépendance; les relations entre les nationalités sont au plus mal. Le risque d'une épreuve de force est évident. Mais la Yougoslavie, dont aucun des voisins n'a le désir ou la possibilité de profiter de la faiblesse, garde une chance unique de se réformer dans un fédéralisme nouveau.

J.-J. C.

Les comptes SBS – des comptes pour viser juste.

Société de Banque Suisse

Une idée d'avance